

DROIT FINANCIER DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE SOCIALISTE*

par

Professeur d'université Dr. TIBOR NAGY

Directeur de la Chaire de droit financier à l'Université «Eötvös Loránd» de Budapest

1. "C'est l'interpénétration du groupement des différents pays appelée l'intégration créée à l'époque écoulée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale qui est l'un des événements d'importance capitale de l'évolution des relations économiques internationales et du changement de l'économie mondiale. Les traits caractéristiques de ces groupements diffèrent à divers égards: ils sont tout différents aux pays socialistes, capitalistes et aux pays en voie de développement. Cependant ils s'imposent la tâche commune d'évaluer la division de travail international, d'accélérer le mouvement de la prospérité et de renforcer les fondements économiques et politiques."¹ En Europe, en Afrique, dans l'Asie et sur le continent américain ont pris naissance de pareils groupements et de nos jours aussi on apprend des nouvelles de la création des nouveaux groupements de telle nature. Certains groupements ne sont pas encore considérés comme des intégrations parfaites au sens propre, plusieurs Etats d'outre océan commencent ce cours par la création de l'intégration de secteur, mais le but dans l'intérêt duquel se créent ces intégrations de secteur remplit les conditions des objectifs prévus d'une intégration régionale à fonder à une date postérieure. Les groupements économiques les plus importants en Europe d'aujourd'hui sont les suivants: Communauté Economique Européenne (CEE) et le Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM)^{1a} du système économique et juridique de la fonction desquels et de ses expériences une bibliographie riche est déjà à notre disposition. Ces intégrations économiques, en tant que des sujets de grande importance ont été déjà plusieurs fois mises à l'ordre du jour des diverses conférences internationales. Pour la dernière fois c'est le 4^{ème} Congrès de la Société Economique Internationale du Budapest qui a étudié ce sujet intéressant. Au cours des discussions du Congrès on a arrêté que "dans les deux groupements économiques les plus grands, à savoir au CAEM et dans la CEE l'évaluation des expériences des intégrations économiques régionales, les objectifs prévus et les méthodes tendant à la mise en valeur des avantages se trouvant dans

* Traduit du hongrois par Prof. Kálmán Völgyi, docteur en philosophie, licencié ès lettres

ces intégrations sont tout diverses, tout en exprimant la grande différence entre ces deux systèmes économiques et politiques."² En étudiant et examinant le côté juridique de ce sujet il nous faut tenir le plus grand compte de ce point de vue.

Tout en prenant en considération les points de vue sus-relatés, dans cette étude je m'occupe d'une partie de grande importance du système juridique de l'intégration économique socialiste, à savoir de droit financier. Bien que ces problèmes juridiques aient déjà figuré à plusieurs reprises parmi les sujets de l'ordre du jour des plusieurs conférences juridiques socialistes, les questions de détail de ce sujet n'ont pas été suffisamment étudiées et élaborées. Le Programme Complexe arrêté par le CAEM pour l'année 1971 a prévu le perfectionnement des bases juridiques dans la coopération des pays membres, ce qui demande beaucoup d'initiatives de la législation financière aussi. Ce travail exige beaucoup de préparatifs théorétiques aussi. Ayant reconnu ces exigences d'importance capitale par la rédaction de cette étude scientifique, je voudrais m'associer aux oeuvres traitant les résultats des recherches fondamentales, les premiers progrès et initiatives de la jurisprudence financière socialiste.

2. Il est vrai que les hommes politiques et les théoriciens de l'économie planifient les formes des intégrations et arrêtent leurs objectifs prévus, mais c'est l'ordre légal compliqué qui assure les conditions concrètes de son fonctionnement et les modes de l'organisation politique et les statuts. Mais tout cela subit toujours un changement et sur le terrain du droit aussi on peut constater une évolution dynamique. En étudiant les changements de l'ordre légal, on peut le mieux connaître et suivre ces changements. C'est un processus qui exerce une grande influence sur la vie de tous les hommes, en conséquence il ne peut pas échapper à la sphère d'intérêt de la jurisprudence. Avant tout je pense ici aux tâches des sciences du droit financier réglant tous les secteurs de l'économie et de l'administration publique. Il nous faudra donc étudier le droit financier des intégrations dans le monde entier en utilisant la méthode comparative lors de l'étude de l'évolution du droit. Les modèles juridiques d'intégration modifient la manière de penser juridique aussi, les nouvelles formes exigent un nouvel accès de la théorie; c'est ce qui rend la tâche plus intéressante, mais en même temps plus difficile aussi.

Dans cette étude je ne veux point annoncer de nouvelles découvertes à ce sujet, seulement je voudrais arrêter les idées suivantes: dans l'évolution du droit financier international c'est la création du droit financier complexe des intégrations économiques qui inaugure une ère nouvelle, qui nécessite même la réévaluation des théories jusqu'ici valables; dans le cadre du droit financier international il faut bien distinguer le droit d'intégration des pays capitalistes et des pays en voie de développement, il faut arrêter la structure du droit financier de l'intégration économique socialiste, ses fonctions et les tendances de son développement. Comme les institutions juridiques financières de l'intégration économique socialiste sont encore en voie du développement, il serait encore tôt de préparer l'évaluation juste des expériences de l'application de droit.

3. Sur la base de l'étude de la matière juridique positive on peut arrêter que ce sont les normes du droit budgétaire, du droit financier d'entreprise, du droit d'impôt, du droit de douane, du droit de devise et du droit de contrôle financier exerçant leur fonction dans les intégrations; tous les terrains du droit financier règlent des relations économiques d'intégration, qui ont parmi d'elles des rapports bien compliqués. Donc on ne peut pas douter sur l'existence du droit financier complexe d'intégration. Conformément à la base économique-sociale et à son caractère, ces normes servent les buts du développement et de la fonction des intégrations. En premier lieu c'est la jurisprudence financière qui a la tâche d'examiner les problèmes à ce sujet en s'appuyant sur la théorie internationale du droit. Il faut donc chercher l'international aux rapports financiers et aux rapports internationaux il faut chercher les rapports financiers. Cette théorie créera peut-être la renaissance des système Lippert, mais dans un sens spécial restrictif.³ Ce sont non seulement les règlements internationaux, mais les règlements nationaux aussi qui servent les objectifs prévus de l'intégration. L'étude de ce thème porte sur un terrain large et exige la découverte et la connaissance parfaites de l'horizon de l'économie mondiale et de la politique d'économie. Cela rend les recherches de la jurisprudence très difficile et on peut facilement comprendre la manque de la bibliographie à ce sujet.

Depuis les premières années des années soixante la jurisprudence financière socialiste s'occupe des problèmes de droit des finances internationales. En ce qui concerne la répartition intérieure du terrain de droit et le droit financier d'intégration internationale socialiste jusqu'à présent il n'était pas possible d'arrêter une prise de position unique des experts. Cet état des choses a stimulé l'auteur de cette étude d'essayer d'arrêter et soutenir ses thèses sur le système du droit financier d'intégration socialiste.

I. DROIT FINANCIER DES INTEGRATIONS DANS LE CADRE DE DROIT FINANCIER INTERNATIONAL

1. La tâche du droit financier international est de régler sur la base du droit international les rapports financiers entre les Etats et les organisations politiques intergouvernementales ou bien régler l'économie des finances intérieures des organisations politiques intergouvernementales.⁴ Cependant en outre des sources juridiques financières rattachant les terme financiers internationaux ce sont les normes juridiques aussi délimitant les sphères du droit de souveraineté financier des Etats qui appartiennent aussi à ce cadre (à titre d'exemple les conventions excluant la double taxation, les accords de paiements négatifs etc).

Il faut souligner que le droit international financier a été créé à l'époque de la formation du capitalisme, mais au temps de l'actuelle coexistence pacifique des deux grands systèmes politiques mondiaux il continue à être en plein développement. De nos jours ce sont les diverses relations

juridiques qui relient les économies des Etats de divers système social, règlent les coopérations financières communes, les institutions économiques financières communes, les opérations financières des divers fonds (revenus et leur emploi), les roulements de la monnaie, les ouvertures de crédit etc. Ces statuts juridiques s'interpénètrent en voie complexe, mais on peut découvrir les rapports seulement en cas où on a la connaissance des coulisses économiques et politico-économiques derrière la législation. Ces problèmes ont été déjà élaboré à l'Ouest par "l'international économique" et "l'international finance" qui déploie son activité dans le cadre de ce dernier. Une bibliographie de jour en jour plus riche prouve jusqu'à l'évidence l'intérêt de l'économie politique socialiste et de la science des finances. Les sciences financières du droit internationales utiliseront ces résultats, car sans la connaissance de ces résultats, en suivant son positivisme erroné, elles porteront exclusivement sur l'étude du droit positif et à la recherche des problèmes de l'application de droit et de cette façon elles seront incapables de servir les buts de la pratique.

La théorie de droit et celle d'Etat bourgeois et socialiste reconnaissent déjà "l'existence du droit financier" international, mais en ce qui concerne sa place dans l'ordre légal les points de vue sont tout divergents. La majorité des auteurs bourgeois identifie le droit financier international avec le droit fiscal international et avec le droit réglant les conjonctures monétaires, en même temps elle les renvoie au cadre du droit international. Certains auteurs socialistes sont d'avis que le droit financier international soit une sorte de droit tout indépendant, d'autres le regardent comme "droit complexe", il y a des auteurs qui disent qu'une partie seule du droit financier international appartient au droit international, pour finir on se rencontre avec de tels gens de loi qui voudraient joindre toute la matière du droit financier international au cadre du droit international. En outre il y a aussi des partisans de la spécialisation du droit international qui prennent place entre la théorie proclamant l'appartenance du droit financier international au droit international et la doctrine le reconnaissant comme branche de droit indépendante; cette théorie n'est autre qu'un compromis entre les deux doctrines connues.⁵ Cependant ne souffrant pas d'exception tous les auteurs sont d'accord qu'il s'agit ici du règlement des rapports économiques internationaux de grande importance auxquels les sources de droit sont en même temps les sources du droit international aussi. Toutes les doctrines reconnaissent que les règlements juridiques financiers des intégrations appartiennent à cette sphère, à condition que les normes autonomes aussi servent les objectifs prévus d'économie politique d'intégration. C'est le droit international qui puisse régler plus avantageusement beaucoup de rapports economico-financiers. Ceux qui connaissent les choses à la perfection savent seuls lesquelles des normes juridiques financières innombrables appartiennent directement à ce groupe de droit, parce que la norme juridique ne renvoie point au but prévu du règlement. Cette matière juridique complexe peut être appelée droit financier d'intra-intégration qui fonctionne "intra limites" c'est à dire sur tout le domaine d'intégration.

2. Il y a des intérêts spéciaux qui invitent certains Etats à se lier aux intégrations par des liens financiers internationaux (à titre d'exemple les associations au Marché Commun). La science des finances internationale étudie non seulement les conjonctures au sein des milieux d'intégration, mais examine le modèle aussi auquel se relie un troisième pays aussi (nonmember states). Dans la bibliographie de l'Ouest cette forme de groupement s'appelle aussi l'intégration économique subrégionale.⁶ Les sciences du droit financier la matière des normes concrètes p. ex. les contrats des intégrations avec des partenaires extérieurs, ainsi que la mise au point de ces contrats et leur modification aussi. Donc c'est aussi le domaine des recherches commun de ces deux sciences, ce ne sont que les méthodes qui diffèrent.

Il faut étudier les règlements internationaux sur les rapports entre le CAEM et les autres Etats. Ce sont les intérêts de la coopération et de l'intégration qui précisent toute ensemble la matière juridique et financière de ces règlements (à titre d'exemple les contrats du droit de douane, les contrats de paiement etc. . .)⁷. Cela pourrait être nommé droit financier d'intégration extérieure (ces rapports suivent quelques fois le modèle de la zone du libre échange, mais il y a aussi d'autres conclusions).

C'est l'intérêt mutuel des intégrations qui est un phénomène nouveau dans l'économie mondiale. Sans doute il n'est pas encore suffisamment précisé quel rôle fondé les rapports d'intégration jouent à l'avenir à côté des relations interétatiques⁸. Cependant dans un tout proche avenir pourront se réaliser les idées d'économie politique internationales, qui prévoient relier les intégrations existantes ou bien celles à créer entre les Etats capitalistes développés et les Etats en voie du développement par les liens serrés des contrats. Le système de convention à conclure entre le Marché Commun et le CAEM contiendra les normes financières juridiques. Les rapports économiques sont d'importance capitale auxquels participent plusieurs Etats ou bien groupements d'Etat. Il est indiscutable non plus que cela une nouvelle branche du droit financier international se formera. Cela va tout seul que le nom de la nouvelle matière juridique soit le droit financier d' "inter-intégration" qui est naturellement une branche du droit financier d'intégration, c'est dire à une branche collatérale pleine d'éléments du droit international. L'étude et la systématisation de cette matière juridique nécessitent la connaissance des coulisses économiques et d'économie politique aussi bien que le droit financier d'intégration doit les connaître. Ce thème est de grande importance pour les théoriciens de l'économie hongroise aussi. Il faut citer les constatations de M. Bognár comme suit: "Cependant les intégrations servent l'avenir non seulement par le perfectionnement de leur propre système d'agir, mais conformément aux exigences de la nouvelle division du travail elles apporteront une grande aide au développement du commerce et de la division des tâches entre les intégrations (d'inter - intégration) d'un part, d'autre part ces intégrations devront assurer de nouveaux fondements solides dans le système de la division du travail avec les pays en voie du développement."⁹

Dans cette étude je veux m'occuper des instituts d'intégration du droit financier international socialiste seuls; ainsi ma tâche est de prouver leur existence. Je n'étudierai point le rôle du droit financier intérieur et les problèmes du droit d'"inter-intégration". En conséquence il va de soi que ce travail ne pourra pas être tout tenu pour acquis et on ne pourra pas en arriver aux dernières conclusions, parce que pour cela on aurait dû faire l'analyse détaillée du droit financier international ayant sa fonction aux intégrations de production et de développement, mais cela va au-delà des objectifs prévus et de l'extension de cette étude.

3. Dans cette étude on ne peut pas omettre la récapitulation des formes des intégrations de nos jours en les abordant des biais financiers du droit financier international. Les éléments du droit financier international figurent dans toutes les intégrations, mais ils n'ont pas l'importance égale et le même ordre de développement. L'accomplissement de cette tâche n'est pas difficile, parceque de nos jours une bibliographie riche est à notre disposition traitant et présentant la formation des intégrations des pays développés et de ceux en voie du développement, ainsi que ses institutions et ses perspectives. Toutes les intégrations sont en même temps des intégrations financières aussi, mais cette dernière idée ne peut pas être conçue comme l'adjectif seul en faisant l'allusion au rôle important des finances et du droit financier. Donc cela n'est pas une forme "indépendante": (Certains auteurs de l'Ouest utilisent cette expression avec prédilection, mais maintes fois entendent de diverses choses sous ce mot.)

Récemment le développement d'intégration a déjà des degrés bien discernables. Les Etats membres de la zone de libre échange entre eux ont créé l'union douanière, contre les Etats non membres chaque pays fait valoir son propre droit de douane. L'union douanière est déjà un organisme plus progressif, dans le cadre de laquelle le droit de douane international a déjà liquidé le droit de douane national, le droit de douane unitaire et la politique de douane uniforme s'appliquent pour les partenaires adhérents à la sphère d'intégration. L'une des conclusions en est la répartition convenable des revenus de douane parmi les Etats, mais cela appartient déjà au droit budgétaire international. Le Marché Commun est déjà une intégration complexe dans lequel on harmonise les systèmes d'impôt, on stimule et aide les conjonctures économiques du marché. Le but principal en est d'assurer les conditions identiques de la production et sa réalisation, on y arrive par des conventions monétaires et celles du droit de douane et du droit d'impôt. On prévoit l'union économique aussi, qui est une forme encore beaucoup plus évoluée, qui suppose l'unification quasi complète de la politique d'impôt, l'intégration monétaire et le droit y convenable, dans ce cas se réalise la politique sociale uniforme, la politique du développement régional aussi se fait valoir. Dans ce cadre il est possible de créer l'union fiscale, qui n'est pas une formation d'intégration indépendante, mais l'un des éléments constructifs de cette dernière. (Théoriquement on peut s'imaginer l'union fiscale au complet, mais juridiquement et pratiquement elle est difficilement réalisable, parce qu'une union fiscale complète anéantirait les droits fiscaux nationaux et par cela le côté le plus impor-

tant de la souveraineté financière. Les systèmes fiscaux des pays capitalistes sont tellement divers qu'on ne pourrait pas les unifier. Les unions fiscales détruiraient aussi les accords interdisant la double taxation etc. En conséquence c'est l'union fiscale seule partielle qui puisse être achevée, l'union de tels tributs qui sont taxés aux échanges internationaux.) Donc l'union économique est une union financière plus large, mais elle ne deviendra une union complète financière qu'en cas où se réaliseront la coordination et l'union des budgets nationaux d'intégration et des systèmes budgétaires (l'union budgétaire). L'union politique suivrait l'union économique, ou bien l'une pourrait être la condition de l'autre.¹⁰ D'autres, sont d'avis selon lesquels aux intégrations des Etats en voie du développement on ne pourra pas appliquer les modèles établis pour l'union fiscale et celle de droit de douane, car leur structure nécessite une autre sorte de modèle: ces modèles pourront se créer dans l'union de développement, dans laquelle les éléments financiers d'intégration provoquent de telles conséquences économiques qui sont tout divers que celles des éléments des pays capitalistes. Suivant l'avis des autres auteurs les intégrations économiques peuvent être des intégrations de secteur, des intégrations verticales et partielles. En plus, elles peuvent avoir des formes fonctionnelles et horizontales beaucoup plus puissantes; la dernière peut être encore l'union incomplète et l'union complète économique. Quant à ce classement il faut souligner que c'est le règlement arrêté sur la base du droit financier qui a avant tout donné naissance à ce classement.¹¹

Or nous ne voulons plus nous occuper de ce processus historique bien important et intéressant, mais il en faut déduire les conséquences de ce que dans les intégrations c'est le droit financier qui est le sujet le plus délicat qui se développe sans cesse et devient toujours plus compliqué. Cependant ni le droit financier, ni tout l'ordre légal d'intégration n'ont pas réussi à diminuer et éliminer les contradictions du système économique capitaliste, au contraire elles augmentent toujours, comme le prouvent les événements économique-politiques de nos jours aussi.¹²

Il faut marquer la place de l'intégration socialiste parmi les intégrations. Plusieurs auteurs de l'Ouest sont d'accord avec la catégorie d'intégration établie par M. Imre Vajda selon laquelle les intégrations de marché et celles de production et de développement sont les principaux modèles; l'intégration économique socialiste appartient à la dernière.¹³ Se mettant à la suite des autres points de vue économique-politiques M. Balassa a créé d'autres catégories: il est d'avis de trouver les types principaux dans les intégrations libérales et dirigistes.¹⁴ Il identifie l'intégration dirigiste avec celle socialiste. (A cette époque c'était le système directe de la direction qui jouaient à plein aux pays socialistes).

4. Ayant étudié les contrats créant les intégrations économiques et la législation commune et nationale qui en résultent, on peut établir que chaque intégration a son droit financier en voie du développement, mais en même temps ce sont les méthodes directives, influençantes, nationales et internationales de l'économie (de la gestion) qui arrêtent le rôle du droit financier. Cette constatation est valable pour l'intégration socialiste aussi,

le but et la structure de laquelle ne peuvent pas être identifiés avec les modèles juridiques étudiés jusqu'ici. Suivant la doctrine de M. Bogomolov "dès le principe la tâche de l'intégration socialiste consiste en ce que les pays membres devront résoudre en commun leurs devoirs techniques et de production et créer dans chaque pays la structure économique moderne et efficaces, accélérer le développement scientifique et technique, rationaliser la division de travail internationale",¹⁵ donc dans ce cas ce n'est pas la création du marché commun qui soit le but principal.

En étudiant les doctrines et le droit positif on peut arrêter que de nos jours dans le capitalisme le droit fiscal et le droit de douane internationaux, ainsi que le droit international monétaire, tandis que dans le socialisme le droit financier des organisations économiques intergouvernementales et des organisations internationales de gestion, le droit de compte sont les sujets d'importance capitale. En outre, aux pays capitalistes on peut encore constater l'harmonisation rapide du droit financier national, à laquelle on n'a jamais eu prétention au socialisme.

Dans ce chapitre nous avons fait une allusion générale à ce que même l'intégration socialiste a son propre droit financier, donc en ce sens elle est aussi l'intégration financière. Pour prouver cette constatation on étudiera en son détail les principes et la structure intérieure de ce domaine du droit. Sur la base de cet examen les sciences de droit financier comparatives pourront établir plus minutieusement les différences existant entre les intégrations financières.

II. PRINCIPES DU DROIT FINANCIER DU "CAEM." PROBLEMES DE SOUVERAINETE FINANCIERE

1. Ce sont les sciences du droit financier international qui arrêteront les principes de ce domaine de droit. Les règlements du droit ne contiennent que très rarement des principes, c'est pourquoi on peut découvrir ces principes plutôt de l'esprit des contrats et de la pratique de contrat, qui s'appliqueront "de facto". Cependant les sciences de droit se trouvent dans une situation beaucoup plus facile: tout en examinant le contre et le pour, elles arrêteront encore plus de principes internationaux comme principes à suivre; une bibliographie riche est à notre disposition qui traite de pareils problèmes aussi. Cependant une grande partie de ces principes ne s'appliquent point ou bien très rarement: c'est pourquoi on en doute souvent si le droit international financier possède des principes généraux qui soient valables partout et pour toujours.

Ce sont les sciences du droit socialistes aussi qui examinent les principes du droit financier international. Selon la doctrine de l'auteur de cette étude y appartiennent la reconnaissance de la souveraineté financière, les avantages mutuels, la réciprocité, l'application du principe des plus grands avantages, l'aide des pays en voie du développement par l'octroi du crédit et par des prévisions budgétaires et l'emploi des fonds internationaux aux buts pacifiques.¹⁶ Dans son rapport tenu pour la Conférence

Internationale sur le droit comparatif qui à eu lieu en 1970 à Babelsberg, M. Lisovskij a distingué 12 principes, qu'on peut résumer comme suit: "L'égalité en droit des pays membres aux affaires financières, la politique de non-intervention aux affaires financières des autres pays, le développement autonome et indépendant des rapports financiers, l'octroi de principe des plus grands avantages l'indépendance de la responsabilité de l'Etat de l'indépendance de ses citoyens et de ses personnes juridiques."¹⁷ M. Weralski est d'avis que c'est la souveraineté financière qui est le principe fondamental à ce sujet: sa constatation la plus importante consiste en ce que la connaissance des principes du droit financier et celle des principes du droit international sont des conditions dans l'analyse scientifique des normes du droit financier international. Des conclusions de M. Rovinskij il en résulte que selon sa doctrine les principes du droit international sont les directives.¹⁸ Aux sciences du droit financier international socialiste existent très peu d'études ou d'oeuvres qui s'occupaient des principes de droit financier du CAEM. Ces études ne font que répéter les principes sus-relatés du droit financier international; c'est normal qu'ils devront être appliqués dans le cadre de l'intégration économique socialiste aussi. Non seulement le Statut du CAEM comprend de pareils principes, mais le Programm Complexe aussi qui a été prévu pour l'année 1971.¹⁹ Il en résulte que de nouveaux principes se montrent aux conditions économiques internationales. (Conformément à leurs objectifs prévus, de divers principes se font valoir dans le cadre des intégrations capitalistes. La connaissance de ces principes est de grande importance, car dans la législation financière nationale la politique de droit devra les prendre en considération et en même temps le droit des mécanismes et celui de l'organisation économique national devront servir les objectifs prévus de la coopération économique internationale.

Le Statut de CAEM a déclaré, que "les pays membres développeront leurs rapports économiques avec tous les autres Etats aussi — sans égard à leur système social et étatique — sur la base de l'égalité, des avantages mutuels et sur le principe de la politique de non-intervention aux affaires des autres pays". Ensuite le même Statut déclare, que les Etats membres du CAEM sont fondés sur le principe de l'égalité souveraine. On trouve les mêmes principes au Programme Complexe aussi. Les sciences du droit financier international et la pratique juridique considèrent ces principes comme principes fondamentaux du droit financier tout en ajoutant que leur application est réelle en cas où les résultats économiques des rapports économico-financiers ne s'opposent pas à ces principes.

2. En 1967 la conférence scientifique des pays membres du CAEM a discuté les problèmes de la connexion entre la souveraineté étatique et l'intégration économique sociale.²⁰ "Par la création du CAEM — en principe — les rapports mutuels entre les pays socialistes souverains ont obtenu un nouveau sens ce qui diffère du sens bourgeois... Tout cela peut être considéré comme une autolimitation nécessaire de la souveraineté et l'augmentation de la dépendance mutuelle dont chaque pays a besoin en tenant compte du développement actuel des forces de production, recher-

chant son bien propre, en toute indépendance de son système social, même en cas où aux divers systèmes sociaux, l'essence de classe des rapports diffèrent."²¹ Selon la plupart des auteurs socialistes de nos jours c'est la souveraineté financière aussi qui est le principe fondamental, qui est le côté financier de la souveraineté intérieurement et extérieurement aussi. Ce principe suppose que l'Etat puisse tout librement établir et évoluer son système financier (système fiscal et budgétaire), de plus que l'Etat soit un partenaire indépendant dans ses rapports. M. Weralski et M. Spiller ont formé la même doctrine: "Aux rapports internationaux les conséquences des outrages à la souveraineté financière étatique se manifestent dans la responsabilité politique et matérielle. L'Etat dont la souveraineté a été violé est autorisé de se défendre dans le domaine économique: il a le droit d'exiger le rétablissement de l'état de chose avant la violation commise — s'il est possible — et en même temps il peut réclamer des dommages-intérêts."²²

Dans l'intégration la mise en oeuvre ou la limitation de la souveraineté dépend aussi du droit de décision.²³ C'est un élément de grande importance pour l'avenir de ces instituts, c'est pourquoi il est naturel que la bibliographie de l'Ouest considère cela comme l'élément central.²⁴ Cependant il faut examiner la souveraineté du côté de la pratique et non de la théorie, ainsi on pourra découvrir son état réel. Cependant à l'Ouest la souveraineté financière a été compromise par les doctrines qui proclament le développement de droit international supranational et en même temps elles voient un élément d'empêchement dans l'attachement à la souveraineté aux intégrations.

La souveraineté financière est un principe dirigeant au CAEM aussi. Il faut souligner la définition de M. Fadejev à ce sujet: "Chaque pays membre du CAEM est fait fond sur principe de l'égalité souveraine. La coopération économique et technico-scientifique et l'intégration économique socialiste des pays du CAEM se réalisent conformément aux principes du l'internationalisme socialiste, de la souveraineté étatique, du respect des intérêts nationaux, de la non-intervention aux affaires intérieures des autres pays, de l'égalité complète, des avantages mutuels et de l'aide mutuelle de camarade ce sont les principes qui constituent le fond des relations interétatiques socialistes."²⁵ La sécurité de la souveraineté financière peut être évaluée par le système de décision aussi. Les Statuts du CAEM n'établissent pas de discriminations entre les décisions et recommandations ayant des sujets financiers et non financiers. "Les décisions se prennent sur la base de l'unanimité, en plein accord de tous les pays membres intéressés...." De cette façon s'effectue dans la pratique le respect de la souveraineté et de l'égalité de droit des pays du CAEM."^{26a} D'après les Statuts et les règlements d'action les décisions prises aux questions d'actions et d'organisation entreront en vigueur après la signature, si les Etats ne se sont pas arrêtés autrement, tandis que les recommandations, qui portent sur les problèmes concrets de la coopération économique-financière, entrent en vigueur après la ratification intérieure accomplie par le parlement des pays membres. Aux affaires financières c'est l'

application de l'intérêt qui est encore d'importance spéciale. L'empire des recommandations et des décisions ne porte pas sur les Etats, qui ont déclaré qu'ils n'étaient pas intéressés aux questions données, mais plus tard ces pays aussi auront le droit de se rattacher aux recommandations et arrêts admis.²⁶⁵

Au point de vue financier il est de grande importance de souligner le principe des avantages communs²⁷. Mais il est lié au principe de l'équivalence sous lequel s'entend aux affaires financières d'intégration que "dans le commerce le principe des avantages mutuels se manifeste avant tout dans l'équivalence des échanges entre les pays".²⁸ Cette équivalence a un sens tout autre que le principe de l'équivalence précisé dans la bibliographie financière internationale de la bourgeoisie qui n'est pas applicable dans le domaine des impôts seul. En raison de la diversité entre les systèmes fiscaux internationaux, les contribuables ne peuvent pas être désavantagés, parce que les charges d'impôt sont en définitive égaux tout en tenant compte les circonstances internationales fiscales.²⁹

Le développement planifié des conjonctures monétaires et de marchandises dans certains Etats et dans leurs relations, ainsi que la coordination des plans économiques de l'économie nationale à long terme sont d'autres principes fondamentaux afin qu'on puisse réaliser les objectifs prévus de la politique d'économie d'intégration. Dans le cadre de cette étude je ne peux pas étudier tout cela, parce qu'il nécessiterait l'étude ultérieure et plus abondante des fonctions d'intégration des droits nationaux aussi: cette étude des choses dépasserait les dimensions prévues pour ce travail scientifique.

Le CAEM n'est pas une organisation supranationale; mais en même temps le CAEM est un organisme économique-politique qui ne veut point un hermétisme économique en permettant le rattachement de n'importe quel pays même dans un domaine restrictif des programmes prévus de l'intégration. (A titre d'exemple voir les rapports entre le CAEM et le Finlande.)

En ce qui concerne le problème de la souveraineté financière il faut encore examiner la situation des organisations du CAEM qui ne sont pas interétatiques. "Tels sont la Banque de la Coopération Economique Internationale du CAEM, la Banque d'Investissement Internationale du CAEM, le Parc Commun des Wagons (OPV) et les divers instituts industriels créés à l'aide de la coopération de production. Pour assurer la gestion opérative de ces instituts c'est le principe de majorité qui prévaut ou bien le système combiné, qui exige l'unanimité aux problèmes fondamentaux, mais dans les décisions sur les questions de l'économie courante suffisent la majorité des suffrages ou bien la décision prise par le gérant légal seul. Cela n'est pas contradictoire au système d'intégration, parce que ce ne sont pas les décisions concernant la souveraineté des Etats dont il s'agit ici, mais il s'agit du fonctionnement continu des organismes gérant l'économie et les finances."³⁰

III. DEVELOPPEMENT ET SYSTEME DU DROIT FINANCIER DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE SOCIALISTE

A)1. Le droit international financier suppose le droit national et ce dernier peut être en même temps l'élément constitutif du premier (à titre d'exemple dans le droit fiscal international). Le développement de ces deux droits ne se sépare pas, en raison de leurs connexions financières, politiques, économique-politiques, pratiques qui sont de grande importance à l'application de droit. A notre époque le développement du droit national, en premier lieu le développement du droit financier, exercent une grande influence sur les sphères convenables aussi, conséquemment sur la formation du droit financier des intégrations aussi. L'une des tâches actuelles des sciences du droit financier socialiste est d'examiner ce développement de droit d'intégration. Cependant la situation du CAEM est tout spécial dans ce domaine. A l'époque de 1949 au 1971, aux plusieurs étapes de développement, le droit financier international et le droit des relations interétatiques, tout en utilisant les autres branches de droit et les autres moyens de la politique d'économie, ont créé les conditions de développement de l'intégration. Par ce qui suit nous étudierons tout brièvement les traits caractéristiques du développement du droit.

Les unions de douane se considèrent par la politique internationale, les sciences économiques et les sciences de droit comme les formes primitives de l'intégration. Il faut souligner cela car de pareils problèmes se sont déjà posés après la deuxième guerre mondiale. M. Dimitrov a proposé l'union de douane socialiste, quoiqu'il ait été bien clair que, elle n'aurait pas pu être mise en oeuvre seulement en cas où on aurait déjà éliminé toutes les difficultés politiques et techniques. Une autre tendance opposée faisait face à cette conception, qui cherchait la meilleure voie du développement de l'économie socialiste non dans la fédération, confédération ou bien dans l'union de douane, mais elle proclamait que la défense de l'indépendance nationale et celle de la souveraineté étaient plus importantes: la condition économique de cette dernière consiste dans l'industrialisation à une cadence accélérée que serviront tous les contrats économiques internationaux. Donc en établissant aujourd'hui que le CAEM, à la première étape du développement n'était pas l'intégration, il ne paraît pas être une théorie contradictoire d'affirmer que la politique d'échanges servant la politique économique d'autarchie socialiste a été l'institut central de la coordination.³¹ Le CAEM fondé en 1949 a donné un cadre institutionnel aux organisations de coopération appliqués et éprouvés d'un part, d'autre part il a créé de nouvelles chances pour la coopération. Pour la première fois dans l'histoire s'est créée la communauté économique internationale des États à économie planifiée, à laquelle on a mis la coopération économique sur les bases planifiées, on a augmenté l'efficacité des moyens de production mis à la disposition, ainsi que celle de leur fonctionnement et développement et ainsi on pu contrecarrer la discrimination des pays capitalistes.³² Au début des années soixante-dix le CAEM est parvenu et entré dans la voie de l'intégration.

2. La première étape de développement du CAEM a duré de l'année 1949 à l'année 1955. Le trait caractéristique de cette étape consiste au développement des rapports du commerce extérieur. Aux pays socialistes le droit financier a fonctionné soumis au principe de monopole du commerce extérieur. Entre autres cela comportait, que le droit de douane a été rejeté à l'arrière-plan, cependant en même temps il a fallu régler les décomptes interétatiques bilatéraux. D'après les principes ainsi dits de Sophie les pays membres ont mis à la disposition des autres pays membres les résultats scientifiques et techniques, les brevets d'invention, les documentations des plans tout gratuitement: tout cela a diminué le nombre des paiements interétatiques. Les États n'ont pas conclu d'accords et de contrats fiscaux — sauf le contrat fiscal hungaro-roumain, qui n'a été efficace et valable qu'au secteur de la population. A cette époque-là le droit financier international fonctionnait à peine, c'est l'accroissement du rôle du droit financier autonome qui a été la tendance principale et ne se sont pas créés d'instituts internationaux financiers.

A la deuxième époque du développement, jusqu'à l'année 1957 les rapports entre les Etats ont été déjà caractérisés par le développement dynamique des relations de production, la coordination des plans de développement, par la spécification et la coopération. A la mise en oeuvre de la politique d'économie internationale le droit financier a obtenu la priorité. En tant que des premiers essais entre les pays membres — en 1957 — on a mis en vigueur le système des décomptes multilatéraux, mais en même temps le système financier de devises des pays membres n'a pas encore été appliqué à de pareil système de décomptes et ainsi ils n'ont pas cessé de continuer à appliquer le système de décompte bilatéral.³³ Les désavantages économiques de cette situation ont stimulé le CAEM d'introduire le système des décomptes multilatéraux.

La troisième étape du développement à partir de l'année 1958 était déjà caractérisé par la coordination multilatérale des plans de l'économie nationale, qui est devenu l'un des domaines les plus importants de la coopération.

En 1962 les pays membres ont approuvé la motion sur "Principes fondamentaux de la distribution de travail internationale socialiste", qui a établi les principes, méthodes et tâches de la coopération et indirectement les fonctions du droit financier national aussi, qui a créé à l'arrière-plan les conditions juridiques de la mise en oeuvre des conceptions de la division de travail sur le plan national. Dans ce document, à côté des diverses formes de la coopération et de l'aide mutuelle, on trouve de tels principes fondamentaux aussi, qui sont obligatoires pour la législation financière internationale aussi. Dans ce domaine c'est le principe de grande importance qui consiste en ce que dans la coordination des plans d'évolution de l'économie nationale l'une des exigences les plus importantes est l'équilibre du bilan financier. Ce document arrête les tâches du droit financier en précisant que "il est opportun d'introduire progressivement la pratique des accords commerciaux et de paiement multilatéraux (il faut assurer l'équilibre du bilan de paiement des pays socialistes) entre autres

sur la base de la propagation au plus haut degré possible des formes des décomptes multilatéraux". En 1964 a été créé le système de décompte multilatéral dans le cadre de la Banque de la Coopération Economique Internationale. En 1962 on a fondé la Commission pour les questions monétaires et financières qui a stimulé et préparé la législation financière d'intégration.

De nos jours une bibliographie riche est déjà à la disposition des auteurs s'occupant de l'histoire de la quatrième étape du développement. Pour prouver au point de vue historique ce fait nous faisons allusion à la 23^{ème} séance du CAEM qui a chargé le Comité Exécutif d'élaborer le Programme Complexe. C'est la 25^{ème} séance du CAEM qui a traité et approuvé en 1971 l'approfondissement et le perfectionnement ultérieurs de la coopération, les principes fondamentaux, les buts et les moyens du développement de l'intégration économique socialiste des pays membres du CAEM et en premier lieu dans le domaine des rapports financiers de devises, toutes les tâches qui sont en connexion étroites avec le développement du mécanisme d'intégration. Dans l'intégration il a fallu réformer les systèmes fiscaux, de douane, de banque et de crédit qui étaient en vigueur jusque là, mais en même temps il fallait prévoir toute la réforme de tout le système des rapports internationaux.³⁴ Il est vrai que le Programme Commun ne fait que très peu d'allusion aux tâches de la législation financière d'intégration, mais cela ne signifie pas que la tâche du droit financier d'intégration n'est autre que régler les conditions de décomptes et de devises dans le domaine économique. Dans le domaine culturel, social, sanitaire etc (à titre d'exemple aux problèmes concernant les biens des citoyens) les Etats membres ont des rapports juridiques financiers, ce qui a été prouvé par de nombreux contrats, conventions et règlements visant pareils buts. Le système de décompte et de paiement, ainsi que les conséquences de ceux-ci s'intègrent au système multilatéral de décompte qui est venu au premier lieu dans le CAEM tenant compte les conditions financières internationales; ainsi il est bien justifié de le considérer comme une union de décomptes. C'est le grand nombre des contrats financiers et de ceux sur les devises, la multitude des conventions scientifiques, techniques et de la spécialisation qui prouvent l'emploi productif du Programme Complexe. Avant l'époque d'intégration déjà deux ou plusieurs Etats ont fondé des instituts communs aussi. Sans nous charger de les énumérer, nous voudrions faire connaître les groupements principaux de ces instituts qui sont comme suivent: organisations internationales de coordination ayant pour but la production: union économiques et entreprises de la production: organisations des finances et de crédit: les organisations internationales fonctionnant dans le domaine des communications: organisations technico-scientifiques (organismes d'information et de coordination):instituts scientifiques de recherches.³⁵ Les accords créant ceux-ci viennent être considérés comme des dispositions importantes, comme tels éléments, qui prévoient et assignent comme objectifs les fonctions et les tâches financières internationales (p. ex. l'accumulation des moyens financiers et leur répartition, les gestions influençant la production) et

leurs relations avec le système financier d'État, (financement, fiscalité etc). Ce sont les opérations financières et les mesures arrêtant les limites de celles-ci.

Conformément au droit financier national le droit financier de l'intégration s'est formé ayant et créant en même temps beaucoup de sous-branches à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix. Les sciences de droit financier international ont la tâche d'étudier et de systématiser cette immense matière de droit. A notre époque c'est la méthode comparative qui a été portée au premier plan: en même temps la coordination internationale des conditions financières économiques exige l'arrêt et la définition des principes juridiques financiers ayant le même ou divers sens; pour ce but il faudra encore étudier la matière des finances publiques aussi. Par ce qui suit j'essaie de faire connaître tout brièvement la structure de la partie spéciale du droit financier.

B) Cette partie spéciale, donc ce système suit la structure des droits nationaux financiers aussi, alors le règlement du droit international lie les éléments de celui-ci ou bien établie des exceptions aux règles de droit autonomes veillant aux soins des intérêts de la coopération internationale. Naturellement, en raison de la diversité des systèmes économiques sociaux, la structure des droits financiers régionaux aussi est tout différent. Ce problème est de nouveau d'actualité, parce que il faut systématiser le droit financier complexe de l'intégration socialiste. D'après certains auteurs cela se considère comme droit financier régional. M. Spiller est d'avis que l'idée régionale ne peut pas s'appliquer dans les intégration portées sur plusieurs continents, ainsi pour le CAEM non plus.³⁶

A la bibliographie juridique socialiste sont bien connues les discussions qui se sont instituées au sujet du droit financier international. Au début des années soixante, la discussion de Budapest (elle a commencé à Budapest, à l'Académie des Sciences de Hongrie)³⁷ a porté l'attention vers le droit financier international. Plus tard, en 1967 la revue soviétique "Sovjetskoje Gosudarstvo i Pravo" a présenté et mis en parallèle les doctrines sur le droit financier socialiste international.³⁸ Lors de ces discussion et dans cette revue scientifique soviétique l'auteur de cette étude a soutenu la thèse sur la division de cette partie spéciale du droit financier international qui sont: le droit budgétaire, le droit fiscal, le règlement de la coopération dans le domaine des devises, le règlement de la circulation monétaire internationale, le règlement des octrois de crédit international, les rapports des organisations internationales avec les budgets des Etats, le contrôle international du droit financier et enfin le règlement de la coopération financière entre les pays membres de CAEM. En prenant en considération la formation du droit positif aussi, de nombreux juristes recommandent une autre méthode. Il est admissible dans les sciences que autant de têtes, autant d'avis. M. Vatsev nous recommande le système ayant dix parties dans lesquelles le droit financier international d'assurance et le droit internationale financier de la Sécurité social aussi appartiendraient à ce système en dehors de ceux qui ont été déjà mentionnés.³⁹ Après avoir étudié à fond la doctrine de M. Weralski on peut constater qu'il est

contre le classement exagéré. En même temps il est donc partisan du droit financier complexe international et de cette manière c'est lui-même qui a établi sa place parmi les divers systèmes financiers.

L'autre auteur M. Rovinskij proclame que le sujet de ce droit sont les relations financières extérieures des Etats aux conditions financières, de crédit, de décompte et de devises, c'est à dire dans de telles relations auxquelles le mouvement de la monnaie franchit les frontières de l'Etat pour pouvoir accomplir ses obligations financières internationales. Je suis d'avis que ce système est bien logique qui a été inventé et élaboré par M. Spiller après avoir modifié sa première doctrine à ce sujet.⁴⁰ D'après ce système la partie spécifique se divise de la manière suivante: droit international de devise; droit international de crédit; droit international financier des organisations économiques intergouvernementales (organisations internationales de gestion), droit international d'impôts (de taxes) et droit douanier; droit de Sécurité Sociale; droit de contrôle.

C'est un système qui correspond au modèle actuel de l'intégration économique socialiste: cependant je suis d'avis qu'il nécessite encore de faire des corrections et des modifications parce que dans toute sa réalité il ne correspond pas entièrement à l'état actuel des choses.

Sur la base de cette conception et doctrine l'auteur de cette étude voudrait structurer et édifier le droit financier de l'intégration économique socialiste tout en signalant par beaucoup d'exemples les institutions générales et en premier lieu les institutions de droit jouant des rôles d'importance capitale dans cette intégration. En même temps j'essaie de faire tout non possible afin que je puisse vous montrer tous les problèmes qui se posent lors de la formation ultérieure des branches et domaines spécifiques de ce droit.

IV. NOUVEAUX DOMAINES DE DROIT BUDGETAIRE DANS LE CADRE DU DROIT INTERNATIONAL FINANCIER

1. En ce qui concerne le droit international budgétaire on trouve plusieurs définitions: mais il faut reconnaître que les diverses doctrines de science expriment naturellement l'état juridique objectif aussi. A l'époque de M. Lippert il n'existaient pas encore d'organisations interétatiques ayant toute l'autorité voulue, c'est pourquoi il était d'avis qu'il faudrait classer dans ce domaine les sources de droit relatives aux rapports juridiques communs budgétaires des Etats fédératifs. De nos jours les auteurs de l'Ouest sont d'avis que ce sont les normes réglant la gestion financière des organisations seules qui appartiennent aux Statuts des organisations internationaux et à leurs règlements financiers et lesquelles sont en même temps les parties integrantes du droit public international. Selon les auteurs socialistes ce sont les normes réglant les rapport basés sur les accords du budget de chaque Etat qui "remplissent" les cadres du droit budgétaire financier; il est normal que le droit budgétaire des intégrations aussi y appartiennent. Plusieurs auteurs précisent encore de plus, en distinguant

dans le cadre de l'intégration le droit budgétaire d'intégration et le droit de budget des organisations internationaux. Il est vrai que dans l'intégration socialiste fonctionnent tous ces droit budgétaires, mais il faut avouer que l'importance de ce dernier est beaucoup plus grande.

2. Dans l'intégration socialiste c'est le règlement du budget du Secréariat s'adapte au droit budgétaire du CAEM; ces règlement sont établis dans la "loi financière" la plus importante du CAEM, c'est à dire aux Statuts de cette Organisation. Contrairement à de semblables Instituts financiers de plusieurs organisations internationaux et des intégrations, ce budget a exclusivement le caractère de gestion et n'a point de buts des gestions financières; donc le financement des opérations et des instituts ne s'effectue pas au charge du budget, mais aux fonds et aux plans financiers arrêtés par d'autres accords. L'autre trait caractéristique de ce budget qu'il n'a pas de relations avec les fonds de budget des autres instituts du CAEM. Pratiquement il serait impossible de créer le "budget commun" obligatoire à la gestion financière des Etats aussi, car il serait opposé aux principes fondamentaux du CAEM prenant en considération la souveraineté de l'Etat.

Les Statuts du CAEM signés à Sophie le 14 décembre 1959, entrés en vigueur le 13 avril 1960 ont prévu les organisations principaux suivants: l'Assemblée Générale, la séance consultative des pays membres, les Comités permanents et le Secrétariat (Articles VI-IX). Aux termes du 1^{er} point de l'article XII ce sont les pays membres du CAEM qui se chargeront de toutes les dépenses de fonctionnement et de l'entretien du Secrétariat. La contribution s'établie par l'Assemblée Générale, dans d'autres problèmes à résoudre c'est la séance des délégués de conseil des pays membres qui peut prendre des décisions. Aux Statuts et autres sources de droit on ne peut pas établir pour combien de temps la contribution est valable, alors elle peut être modifiée en tout temps: au fur et à mesure de leur participation au volumen des échanges d'entre eux les pays membre sont obligés à supporter les frais: cela est un tel aspect d'établir la contribution qui ne s'applique pas dans aucune organisation internationale. (Au cours des séances 16. et 17. du Conseil du CAEM on a modifié les Statuts par lesquels a été établie la Commission Exécutive et celle-ci a attiré dans sa sphère la compétence de la conférence des délégués du Conseil.) Le Commission Exécutive a la tâche d'approuver le cadre du personel et le budget du Secrétariat et son rapport sur l'application du budget et de créer des organisation ayant le devoir de contrôler toutes les opérations financières. (C'est l'Article XII. qui règle les questions financières a arrêté les mesures à prendre des charges financières et des dépenses de toutes les conférences tenues dans le cadre du Conseil etc.)

En faisant l'analogie avec le règlement du droit financier national on peut arrêter que les statuts des organisations interétatiques jouent le même rôle comme les lois constitutionnelles des Etats. Cependant les règlements financiers des organisations exercent la même fonction que les lois du budget de l'Etat. Au CAEM c'est le "règlement de l'activité financière du CAEM", qui a été approuvé par la conférence des délégués de

conseil et qui fut modifié par les décisions arrêtées sur la deuxième séance de la commission Exécutive. Ce règlement prévoit indirectement le principe "brutto" en prescrivant que tous les revenus et frais devront être contenus au budget du Secrétariat: donc les opérations financières qui ne sont pas basées sur le budget ne sont pas effectuelles au sein du CAEM. Comme tous les organisations internationales, c'est le CAEM aussi qui a établi un tel règlement qui assurerait les opérations financières de budget même en cas où le budget n'aurait pas été approuvé: contrairement à la pratique d'indemnité suivie aux pays socialistes, en cas sus-relaté jusqu'à l'approbation de nouvel budget on fait passer au crédit les montants prévus au budget de l'année dernière, donc ce n'est pas la quote-part convenable du budget planifié et présenté. C'est le cadre du personnel qui est la deuxième base de la gestion financière, qui a été établi par la Commission Exécutive.

Le 26 février de l'année 1962 la conférence des délégués de conseil a approuvé le règlement du comité de révision contrôlant toutes les opérations financières. Le même règlement a été modifié par le Commission Exécutive en 1962. C'est le Comité composé des experts de trois Etats membres qui est l'Organ responsable. Dans le contrôle s'applique le système "tournant", sur la base duquel — suivant l'ordre alphabétique russe on désigne les experts des pays membres: de cette manière chaque Etat occupera sa place au travail de contrôle d'après l'ordre de succession. Le règlement des opérations de révision permet la vue de toutes les pièces d'opération financières effectuées, le contrôle de tous les documents et des livres des registres. Donc la gestion financière du CAEM s'effectue toujours sous les contrôles internationaux des experts chargés de cette tâche.

Chaque organisations internationale s'assure les privilèges et les immunités financières. La Convention signée en 1959 à Sophie sur la capacité contractuelle juridique, les prérogatives financières et sur l'exemption financière a assuré l'exemption fiscale et de douane pour les cas établis par la pratique international à ce sujet. Ces bénéfices sont de grande importance au point de vue financière aussi en assurant l'exemption des frais à l'organisation, en conséquence il ne doit pas payer d'impôt à un Etat des revenus de ces contributions; cela lui assure l'égalité financière sous maint rapport.

3. Les pays membres du CAEM, en raison de ses tâches se ramifiant, créent de plus en plus souvent des organisations internationales différents, d'entre eux des organisations économiques intergouvernementales aussi. Le système budgétaire, les règlements de la gestion financière et économique desquels — les droits et les obligations des Etats dans ce domaine aussi — sont prescrits et prévus par des conventions fondamentales: en conséquence nous classons parmi ce groupe ces organisations non sur la base de leur méthode de gestion financière, mais sur la base de leur fonction. Ce classement ne peut pas être considéré comme définitif, car après l'introduction du système de l'autocompte de caractère d'entreprise, par leurs règlements financiers et de la gestion financière appartiendront au cadre traité au chapitre suivant N° V.

Ayant comparé le droit budgétaire des divers organisations on peut établir que le CAEM n'a pas de système budgétaire unifié (de modèle budgétaire) comme p. ex. aux organisations des Nations Unies. La jurisprudence internationale discerne le budget et le droit budgétaire du type ONU, auxquels s'appliquent des principes unifiés et l'ordre légal prévoyant le même but, y compris le système du contrôle financier aussi, du budget et du droit budgétaire qui ne sont pas du type ONU. Le trait caractéristique du droit budgétaire des organisations internationales du CAEM consiste en ce que il n'a pas de formes unifiée, donc on pourrait dire qu'on est en train de chercher "la voir de cette forme". Les tâches différentes et multilatérales de ces organisations justifient cette "solution hétérogène". Maintenant je vais vous faire connaître l'exemple de deux organisations.

a.) C'est le Comité des Délégués Plénipotentiaires qui est l'Organe suprême du Centre d'Information Technique et Scientifique International créé par l'accord conclu en 1969, qui approuve le plan de développement et les rapports sur le budget et sur son applications. Au Procès-Verbal acclue à l'accord on a arrêté la contribution (l'Union Soviétique 74%, la Hongrie 2.65% etc.), le changement des taux de la clef, de la proportion peut s'effectuer avec le consentement unanime des pays membres. Le Centre est un organe international dont la tâche principale est d'organiser le service technique scientifique, d'élaborer ses méthodes et de faire des travaux scientifiques de recherches etc. Le règlement fait sur la base du droit budgétaire permet de préparer le budget de prévision en roubles "transferables"; la chose la plus importante coïncide en ce que le budget du Centre et de ces filiales soit fait aux devises des pays convenables aux sièges. En cas où le Centre se liquide les pays membres recevront un désintéressement convenable à la proportion de leur contribution aux investissements. (D'ailleurs le Centre accomplit des services contre remboursement: les prix devront assurer la rentabilité).

b) Parmi les règles juridiques hongrois c'est l'arrêt-loi N° 23 de l'année 1972 qui a approuvé la Convention Internationale sur l'organisation du système des télécommunications d'espace international. Son organisation directrice est le Conseil qui approuve le budget et le rapport sur son application et le bilan des revenus de toute l'organisation et ses décomptes. Les parties contractantes feront le financement des moyens stables et des moyens de roulement sur la base desquels se créera le fond de réalisation. La proportion de la contribution dépend de la mesure que les pays membres font recours aux "canaux" (les installations des complex cosmiques etc). L'adhésion ou la démission des nouveau membres changera la proportion de la contribution. Il est trop rare de trouver de semblables règlements dans une convention internationale, à savoir les règlements prescrivent que la proportion de contribution des autres membres changera au fur et à mesure convenable. Sur la proposition du Conseil ce sont les parties contractantes qui établissent la monnaie (les devises à payer) de la contribution. Le profit se répartit parmi d'eux-mêmes.

Le droit budgétaire international dans le cadre du CAEM est caractérisé par l'emploi conséquent du principe "brutto", mais en même temps

il souligne les intérêts matériels de ces organisations dans le domaine de leurs résultats économiques. C'est l'emploi de la forme de la gestion financière d'entreprise qui effectue les pleins intérêts, mais pour y arriver il faut assurer le profit stable; ce système change même les rapports au budget de l'Etat et justifie avec juste raison le classement dans la catégorie traitée au chapitre V.

V. REGLES FINANCIERES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DE GESTION DANS LE CAEM

Je suis d'accord avec les auteurs socialistes qui mettent le point sur l'importance du droit financier d'entreprise d'intégration⁴¹. De cette sorte de droit ne s'est pas créé dans les intégrations capitalistes, car les Etats ne règlent jamais les structures intérieures des entreprises (dans n'importe quelle forme de leur création et de leur existence): ce règlement ne s'accomplit ni séparément ni pris en ensemble: ces entreprises en tant que personnes juridiques ne se lient au budget nationale que par les fils de la fiscalité.

Dans l'intérêt des tâches d'intégration socialistes, de l'organisation de la division de travail internationale, de la coopération à réaliser de la production, des services dans le commerce extérieur, de la coopération et de l'activité de gestion économique commune dans un terrain bien défini et prévu, les pays membres insistent déjà en commun sur la création des organisations internationales de gestion financière (à titre d'exemple les unions internationales d'économie, les institutions, les centres, les entreprises mixtes, les bureaux d'études techniques de construction et de planification ou bien les bureaux commerciaux); ce sont les règlements internationaux qui les ont créés ou une autre convention établissant la construction financière juridique de ceux-ci. Le Programme Complexe prescrit: "Les unions (les institutions) internationales d'économie — en cas où ces unions ou institutions ont été fondées sur la base des autodécomptes économiques — feront le financement de leurs frais de leurs propres revenus, cependant en cas où ces unions ou installations ont le caractère budgétaire ils financieront leurs dépenses de la contribution des membres au fur et à mesure de leur consentement. Le contrat prévoyant la création des unions ou des organisations internationales de gestion peuvent prescrire le financement soit de la contribution des membres-participants soit des revenus de l'activité économique et financière. L'ordre de financement des unions ou des institutions économiques internationales s'établit à l'occasion de la conclusion de la convention sur leur fondation." Au mois de janvier de l'année 1973, la Commission Exécutive au cours de sa réunion 61. a approuvé que "le Règlement modèle sur la création et sur les conditions de leur fonctionnement qui devront être créés aux pays membres du CAEM" diffèrent aux "Prescriptions Générales d'Expéditions de marchandises" contiennent des normes juridiques qui ne sont pas obligatoires. Les pays membres sont tout libres, ils peuvent appliquer à leur gré le système du

règlement modèle et ses principes lors de la fondation des organisations internationales de gestion. Pour perfectionner les systèmes de financement et de décompte au cours de sa 27^{ème} séance le Comité Permanent Financier et de devises du CAEM a approuvé le "Règlement modèle" de ces Institutions. Jusqu'à présent se sont créées trois organisations de telle nature: l'Interatominstrument, l'Interatomenergo et l'Intertextilmas, unions économiques internationales, ayant des structures financières intérieures identiques et différentes: ces structures et leurs relations budgétaires et de crédit ont été examinées en détail au travail scientifique de réputation mondial écrit par M. Glatz.⁴² L'emploi du rouble transférable, comme moyen de décompte permet l'adaptation et l'intégration élastique à la structure économique d'intégration. Tout le fonctionnement efficace actuel de chaque institutions nous stimule de créer de pareilles institutions, de cette façon s'élargit le cercle dans lequel le droit financier d'entreprise d'intégration fonctionne et ne cessera pas de se développer, parce que la multiplicité des méthodes économiques et des tâches de ces institutions justifie l'application de toute la série des variations financières. L'état des choses peut être caractérisé par cela que c'est le domaine de droit le plus élastique dans le cadre de l'intégration socialiste. Leur retentissement économique se manifeste aux plans et aux budgets des pays membres aussi, toutes les institutions travaillent sur la base des plans annuels, des quinquennaux et des plans perspectifs; les plans approuvés par les organisations dirigeants sont pris en considération aux plans et aux budgets des Etat intéressés. C'est cela qui les distingue des institutions d'entreprise de l'intégration capitaliste.

VI. DROIT FISCAL AU SEIN DU CAEM

Aux systèmes financiers nationaux l'importance du système fiscal est toujours plus grande que celle du système douanier. Etant arrivé à un certain degré du développement la situation est la même, mais avant cet état des choses c'est le droit de douane qui prédomine par son importance economico-politique et d'économie nationale. Aux intégrations des pays capitalistes et en voie du développement le droit de douane internationale établit l'union douanière, qui fait disparaître les douanes "intérieures" et les budgets d'Etat se récompenseront par les impôts. Pour éliminer la déformation de la concurrence et créer les conditions égales pour le marché s'effectue l'harmonisation du droit d'impôt, les règles matérielles et formelles de droit s'établissent d'une façon afin qu'elles exercent un effet d'économie nationale identique et en même temps elles stimulent et obligent les Etats membres d'introduire de tels impôts. (A titre d'exemple je fait mention de la TVA, dont s'occupe en détail même la bibliographie du droit financier.)

Aux pays socialistes on distingue deux grandes étapes du développement du système d'impôt. La première étape a duré de l'introduction de l'économie planifiée jusqu'au milieu des années soixante (l'emploi du sys-

tème à deux canaux la caractérise.) Les réformes du système de la direction économique ont créé le système d'impôt différentiel: les entreprises d'Etat versent plusieurs sortes d'impôt au budget d'Etat, mais à côté de cela les systèmes d'impôt des pays socialistes présentent plusieurs différences. La réalisation de l'intégration a trouvé le droit fiscal dans un tel état. De nos jours il n'y a pas de proposition concrète ou de nécessité objective d'après les quelles les Etats socialistes devraient être unis à n'importe quelle union d'impôts. Cependant c'est l'intégration qui exige des changements et réformes dans ce domaine du droit fiscal et en même temps elle nécessite la modification du droit fiscal autonome aussi. Plusieurs auteurs proposent la création du droit fiscal multinational.⁴³

C'est le groupe des accords excluant la taxation double qui est "le domaine classique" du droit fiscal international. Les Etats socialistes ne visent pas de conclure de pareils accords entre eux mêmes: en conséquence les chances de la taxation double sont beaucoup plus grandes aux pays du CAEM que dans les pays capitalistes, qui ont la tendance d'éviter cette situation par la chaîne des accords bien compliquée ou bien d'alléger la charge de la taxation double par de diverses conventions.⁴⁴ Dans l'intégration socialiste s'est posée la question de fonder des institutions communes économiques internationales.⁴⁵ Si ces institutions sont financées du budget d'Etat, alors leur exemption de taxes complète est bien justifiée. Cependant les entreprises communes, les unions économiques internationales sont des contribuables en raison de la souveraineté des Etats et la doctrine d'économie nationale n'est pas capable de trouver des titres pour leur accorder l'exemption des taxes complète et en définitive. A notre époque, d'après la pratique exercée pendant quelques années après leur création ces organisations sont tout exemptes des taxes et des impôts, mais plus tard elles deviennent contribuables de l'Etat sur le territoire duquel se trouve leur siège ou le domaine de fonction. "Le règlement modèle des organisations internationales de gestion" du CAEM prévoit des aspects du droit fiscal et de semblables objectifs aussi: sur la base des accords conclus entre les pays intéressés les valeurs matérielles et les marchandises importées sur la charge de contribution de leur fonds par les membres des institutions économiques internationales pourront être exemptes des impôts, des taxes et des droits de douane. Ces institutions et leurs filiales ont des rapports juridiques financiers au cours de leur activité avec le pays sur le territoire duquel elles ont leur siège. C'est l'accord interétatique sur leur création ou bien les conventions conclues entre le gouvernement du pays ou ses organisations compétents recevant le siège et l'entreprise qui règlent les impôts de profit et les versement de caractère semblable. Il est naturel que l'assemblée législative nationale peut accorder les exemptions des taxes des droits de douane et des impôts nécessaires pour l'exercice de leur fonctionnement. Mais le principe juridique généralement accepté consiste en ce que les taxes sur les salaires et les taxes sur la Sécurité sociale devront être versés dans n'importe quel pays.

Les impôts les plus importants qui chargent les organisations inter-

nationales de gestion sont l'impôt du profit et l'impôt sur le chiffre d'affaires. Ces impôts des pays membres sont tout divers qui peuvent résulter des disproportions sur la charge. Dans ce domaine se manifeste la nécessité d'harmoniser les charges d'impôts.⁴⁶ Pour assurer la taxation égale et juste des contribuables, il serait nécessaire d'élaborer le plus vite possible un propos fiscal multilatéral. On en a déjà des exemples à suivre aux pays OECD: cela paraît d'être reconnu en cas des taxations internationales des entreprises du monde capitaliste.

La nécessité d'introduire l'harmonisation des impôts se manifeste à la taxation des entreprises internationales ou des celles mixtes. Mais les règles de droit devront prévoir les règles de droit à appliquer, car l'allusion faite sur le genre de l'impôt créerait une situation tout imprécise. Dans le système hongrois d'impôts par exemple on trouve plusieurs sortes de l'impôt de profit: les entreprises d'Etat, les entreprises exerçant leurs fonction en Hongrie avec le concours du capital étranger, les membres hongrois des sociétés exploitant à l'étranger sur leur profit réalisé en pays étranger et les représentations du commerce extérieur sont tenues de payer l'impôt de profit portant le même nom, mais selon les règles matérielles et formelles ils sont de grandeur inégale. Les règles de droit hongrois ne font aucune distinction entre les contribuables socialistes et capitalistes, mais en même temps permettent des exemptions basées sur des conventions etc.⁴⁷ Tout cela prouve que la législation fiscal intérieure du pays devra être examinée, car un règlement fiscal contenant des effets matériels désavantageux pourra exercer une grande influence sur la création et l'activité des entreprises et une discrimination injuste pourra en être résultée.

De même c'est la taxation des échanges du commerce extérieur aussi qui appartient aux problèmes du droit fiscal d'intégration. Aux échanges des pays du CAEM entre eux-mêmes, le § 109. des Conditions d'expéditions Générales approuvées en 1969 prévoit que: "tous les frais, impôts, taxes et droits de douane concernant l'accomplissement de l'accord conclu devront être acquittés par le vendeur sur le territoire du pays du vendeur, tandis que sur le territoire du pays de l'acheteur ou sur les territoires de transit c'est l'acheteur qui les payera". Au commerce extérieur socialiste les prix s'établissent sur la base des prix de marché mondial corrigés, auxquels les impôts et taxes intérieurs ne jouent aucun rôle. Les différences éventuellement désavantageuses entre les impôts et les prix appliqués pourront être corrigées par des méthodes budgétaires et de droit fiscal.

VII. FUTUR DE L'UNION DOUANIÈRE SOCIALISTE

1. Dans le chapitre suivant je m'occuperai du droit douanier et du futur de l'intégration économique socialiste. Chaque doctrine de droit financier juridique, financière et d'économie nationale s'occupant de l'intégration traite ce problème en tenant compte de la grande importance que la politique douanière, le droit autonome douanier et le droit de douane

international possèdent dans l'intégration. Il y a plusieurs auteurs qui identifient l'intégration avec l'union douanière: ou bien on peut sans exception affirmer que les unions douanières sont les formes et les éléments constitutifs de l'intégration. Récemment la bibliographie financière socialiste s'occupe du problème de l'union douanière du CAEM, que nous étudierons maintenant au point de vue juridique. Il est naturel qu'on ne pourra pas faire un tour d'horizon de ce problème et le évaluer au point de vue de la théorie du droit financier sans avoir la connaissance de ses antécédents et de l'état actuel des choses.

A partir du début des années cinquante, à chaque Etat socialiste — ayant effectué le monopole du commerce extérieur — le droit douanier a été poussé à l'arrière-plan: en même temps les échanges d'importation des entreprises d'Etat, (elles étaient le secteur d'importance capitale de l'Etat) étaient exemptes des douanes ou bien c'était le budget d'Etat qui a été chargé des frais de douane acquittés (donc le droit douanier n'a été qu'une formalité sans aucun sens). On en trouvera les raisons dans la bibliographie riche mise à notre disposition. On a pu établir que dans cette époque les intérêts de commerce extérieur de l'Etat étaient beaucoup plus assurés par le monopole du commerce extérieur que par les droit de douane (Le secteur privé et les citoyens étaient toujours des sujets du droit douanier, donc ils ont toujours été chargé selon le code douanier par les droit de douane établi sur les marchandises importées mais ce droit de douane n'a pas eu de grandes importances au point de vue des revenus d'économie nationale étatique.) Les réformes économiques effectuées à partir du milieu des années soixante ont apporté de grands changements dans le domaine de ce droit aussi. Le droit douanier est déjà devenu un facteur réel régissant d'économie politique, comme l'impôt indirect il est compris au prix de la marchandise et c'est le consommateur qui le payera. Le droit de douane des entreprises d'Etat est déjà un stimulant économique effectif et un moyen financier régissant, contrôlant qui assure la protection de l'industrie. Cette conception du droit douanier a été retenue par tout les Etats membres du CAEM sans avoir été harmonisés les règlements juridiques matériels des codes douaniers. La raison de ce phénomène négatif s'explique par cela qu'aux échanges du commerce extérieur au marché mondial socialiste aussi les prix du marché mondial capitaliste se modifient selon les prix corrigés en conformité des intérêts du socialisme: tout cela ne prend pas en considération le numéro du tarif douanier de chaque Etat. Cependant les droits douaniers autonomes des pays membres du CAEM sont liés par des accords de coopération douanière multilatéraux et bilatéraux. A titre d'exemple pour le prouver je n'allègue qu'un seul cas: c'est la Convention conclue à Berlin en 1962 sur l'aide mutuelle et la coopération dans le domaine des droit douaniers. Tout cela vise à faciliter l'administration et la gestion et à accélérer l'accomplissement des formalités douanières aux frontières. Cette Convention comporte des normes juridiques de procédure, mais les administrations des douanes sont mutuellement obligées d'assurer l'application des mesures prises du droit douanier par les Etats membres. C'est la Convention sur la coopéra-

tion douanière entre la Roumanie et la Hongrie qui peut être mentionnée en tant qu'un bon exemple des accords bilatéraux: il est utile d'arrêter les mesures douanières convenables sur le règlement des échanges effectués dans la zone frontalière aussi. (La Convention hungaro-tchécoslovaque conclue à Prague en 1962).

Dans le cadre des échanges du commerce extérieur (qui s'effectuent dans le cadre de l'importation de marchandise planifiée sur la base convenable du secteur étatique) les pays membres assurent en général l'exemption de douane pour tous les moyens de production. Dans l'intégration économique socialiste aussi le principe fondamental de droit douanier c'est la mise en oeuvre du principe des plus grands avantages possibles.

2. Jusqu'ici nous avons étudié le droit de douane actuel autonome et international de l'intégration économique socialiste. Nous allons nous occuper des problèmes de l'avenir parce que non seulement dans l'économie politique, mais dans la bibliographie économique et financière aussi vient l'idée de créer l'union douanière des pays socialistes.⁴⁸ Le Programme Complexe fait allusion aux conceptions de la politique douanière aussi. En conséquence c'est le problème de la législation financière internationale à l'avenir, mais de nos jours aussi nous sommes déjà d'avis que la théorie et les raisons d'économie politique "exigeront" la création du règle de droit international à ce sujet. D'après la théorie de M. Rezső Nyers, sa condition préalable absolue est contenue dans la création d'un système douanier efficace du CAEM, qui "pourrait être réalisée aux formes des systèmes de douane nationaux, établie sur la base des principe identiques au système coordonné."⁴⁹

C'est l'idée de l'union douanière qui donne satisfaction à cette exigence logique: comme les pays capitalistes aussi établissent leur union douanière, les pays membres du CAEM aussi sont forcés de se protéger par de pareils moyens.⁵⁰ L'union douanière exercerait sans doute une grande influence sur les relations commerciales des pays entre eux-mêmes; "peut-être le résultat le plus important en serait que la concurrence aux marchés des pays socialistes jouerait un rôle beaucoup plus grand, qui pourrait apporter de grandes aides à l'accroissement de la coopération de la production conformes au but et à l'accélération de l'élargissement et développement de la division du travail internationale."⁵¹ Il est normale que l'union douanière ne pourra se créer qu'à l'étape convenable de l'évolution du droit financier. Nous sommes d'avis que le droit de l'union douanière "ne pourra être que plein". Les économistes et les auteurs juriste ne se sont pas encore énoncés comment on pourrait établir la taxation des articles et des petits cadeaux importés au trafic touristique, donc en dehors des échanges du commerce extérieur. Il est logique qui ayant convenablement harmonisé et corrigé les systèmes de prix, leur taxation pourrait être en oeuvre plus tard; donc l'union douanière aussi conçu dans ce sens pourra se créer de pas en pas à deux étapes. L'union douanière suppose l'arrêt des tarifs douaniers communs, en conséquence il faudrait rédiger le code international socialiste de douane. En dehors du droit de prix, le droit de la coopération et celui des relations monétaires aussi devraient être con-

venablement modifiés en prenant en considération les connexions économiques de grande importance que le système de devises et la politique des taux (des cours) exercent sur les circonstances et les relations intérieures et internationales.

On peut donc dire que dans l'étape actuelle du développement du CAEM fonctionnent déjà les droits douaniers nationaux efficaces, le droit de l'administration douanière coordonnée a été créé et dans la bibliographie commencent déjà apparaître les contours du droit de l'union douanière aussi. "En créant l'union économique entre certains pays du CAEM, tout cela pourrait être considérée comme précurseur de l'Union douanière au CAEM. Celle-ci ne pourrait être établie qu'après longtemps et elle pourrait être le résultat d'une longue coopération économique."⁵²

VIII. LE DROIT FINANCIER DES SYSTEMES DE BANQUES ET DE CREDITS

1. Au premier chapitre nous avons déjà mentionné que dans la jurisprudence socialiste on trouve des avis opposés sur la division du la sphère du droit financier d'intégration. Chaque auteur considère le droit de devises, le droit de crédit et le droit d'acquittement (de paiement) comme une partie indépendant ou bien lié. M. Altsuler considère toute la matière de droit comme un domaine complexe et étudie leurs règlements en conformité aux fonctions des Banques.⁵³ M. Meznerics propose de reconnaître le droit des paiements internationaux comme droit indépendant: selon lui y appartiennent les règlements des relations de décompte interétatique et les droits internationaux des devises.⁵⁴ Je suis d'avis que conformément au système du droit financier socialiste autonome, il serait utile ce classement, parce que les règlements internationaux relient les sections convenables des systèmes financiers nationaux ou les relations juridique ayant la même nature. Cette thème possède déjà des oeuvres à discuter. Le Programme Complexe aussi met ces problèmes au centre de l'économie politique, en conséquence les autres problèmes juridiques financiers se poussent à l'arrière-plan.

2. Les banques internationales sont des institutions d'importance capitale de chaque intégration. Depuis 1964 fonctionnent la Banque de la Coopération Economique Internationale et la Banque d'investissement Internationale. (Celle-ci a été fondée en 1971). Les Conventions créant ces Banques et leurs Statuts règlent l'état juridique de la banque, les obligations financières des pays membres à la création des fonds bancaires et leurs droits lors de l'emploi de ceux-ci et les fonctions de ces banques. Les banques du CAEM sont les organes de financement de la production planifiée et de développement de l'économie nationale et des échanges. Donc ces banques ne sont pas les organisations financiers de l'expansion financière internationale et de la concurrence au marché national et international, en conséquence il est impossible de les comparer avec les pareilles institutions des autres intégrations politiques.⁵⁵

3. Depuis la création de la Banque de la Coopération Economique Internationale fonctionne le système multilatéral de décompte aussi. "Ainsi ont été établies des formes juridiques internationales beaucoup plus modernes aux relations financières et celles de devise. Les sources du droit, les accords multilatéraux c'est à dire les règles de droit nationales ne vivent pas ni directement ni indirectement à de semblables relations de droit. L'application du système de règlement direct et l'établissement des normes uniques réglant les décomptes multilatéraux des pays utilisant les roubles transférables et le fonctionnement de la Banque Internationale de Coopération Economique sont les systèmes uniques possibles qui peuvent être appliqués dans le domaine prévu par le mécanisme économique aussi."⁵⁶ Le rouble transférable est une institution juridique (devise collective) qui n'est pas égale avec la valeur de la monnaie soviétique, donc il ne s'utilise qu'aux décomptes internationaux. Il ne s'apparaît pas en forme des billets de banque, donc n'est pas une forme du système monétaire international. Donc si un pays membre du CAEM obtient des crédits par ses exportations de marchandise en roubles transférables, il est autorisé de les utiliser dans n'importe quel autre pays membre pour acquitter ses débits créés par son importation du pays dit; en conséquence le rouble transférable accomplit — dans une mesure contrôlée — la fonction de la monnaie en tant que moyen de paiement. (Cependant d'après l'opinion de plusieurs auteurs cette sorte de rouble n'accomplit pas la fonction d'accumulation et d'instrument d'échange et il en résulte qu'on ne puisse le considérer que moyen de décompte.) Les accords internationaux de devises établissent le système des cours d'échange des devises nationales et des roubles transférables effectués aux décomptes de commerce. En ce qui concerne les décomptes non commerciaux c'est en 1973 qu'on a conclu la première convention multilatérale, à laquelle ont été fixés les cours non commerciaux des devises nationales; au cours des décomptes les États établissent la balance des comptes en rouble transférable aussi; de cette façon il est possible de mettre en évidence l'état financier global de chacun des États membres. Le système multilatéral de décompte ne fonctionne pas encore à la perfection n'étant pas coordonné avec les échanges des États planifiés et effectués bilatéralement. (Ce problème a été traité largement par la bibliographie d'économie politique.) Cependant le droit de décompte (droit de paiement) est un terrain de droit important se trouvant en voie du développement dans l'application des conceptions du Programme Complexe dans le cadre du droit de banque.

4. C'est le cadre du CAEM que se sont créées les nouvelles formes des octrois de crédit aussi. La Banque Internationale de Coopération Economique octroie des crédits pour augmenter les échanges en premier lieu, tandis que la Banque Internationale d'investissement ouvre des crédits pour les investissements et modernisations — les crédits s'accordent en priorité en roubles transférables; en outre en même temps c'est une partie du capital-fonds mise à la disposition par les pays membres qui est encore une crédits. Le règlement de la fonction intérieure de la construction de crédit et du mécanisme de crédit est le nouveau terrain du droit financier

d'intégration; de pareilles institutions juridiques n'existent pas aux intégrations capitalistes.

5. Ayant étudié l'histoire de l'économie, on a pu prouver que la création de la monnaie commune internationale utilisable comme moyen d'échanges aussi n'est qu'une illusion fausse: elle est en contradiction avec l'idée de la souveraineté financière aussi. Les pays membres du CAEM ne visent point à établir de pareille devise internationale. Mais on a besoin des accords sur les devises, à titre d'exemple. Les Etats membres du CAEM ont conclu des accords pour convertir des devises des personnes privées aux échanges commerciaux. L'un des objectifs prévus du Programme Complexe consiste en ce qu'on devra établir les cours de conversion unique des devises nationales; on prendra décision à ce sujet en 1980. On planifie aussi des accords sur la convertibilité des devises nationales en rouble transférable. Aux pays socialistes les législations nationales régissant le marché des changes n'ont pas réformes pour les circonstances d'économie nationale seules. En appliquant le Programme Complexe se réalise la coordination des systèmes de devises nationaux aussi tout en utilisant les fonds communs comme moyen de décompte. Les sciences du droit financier aussi soulignent la grande importance de ces mesures prises, mais dans le cadre du droit financier d'intégration de nos jours les auteurs ne "reconnaissent" pas encore le droit de devise indépendant en le considérant encore comme tout prématuré.

IX. LES AUTRES DOMAINES DE DROIT A DÉVELOPPER

Dans ce qui suit je voudrais très brièvement faire connaître notre doctrine à ce sujet. En contradiction avec beaucoup d'auteurs socialistes je ne vérifie pas le bienfondé à reconnaître le domaine de droit du droit financier international de la sécurité sociale (contrairement à ce que M. Spiller et M. Vatsév en doctrinaient) car le CAEM n'a pas réglé par des conventions multilatérales les déplacements de la main d'œuvre, les accords bilatéraux financiers sur la Sécurité sociale prévoient des conditions de décompte effectuées dans le cadre de budget, les accords de coopération sur la santé publique visent à donner satisfaction à leurs obligations de paiement en appliquant en premier lieu l'acquittement négatif. Le droit international de l'Assurance Sociale, en tant que l'institution du droit financier n'a pas encore été mis en œuvre. Pour venir à ce but, il serait nécessaire élargir et faire fonctionner le système des fonds communs de l'assurance (fonds de prendre à sa charge les risques). Aux décomptes actuels entre les Instituts d'Assurance d'Etat le caractère des rapports fondamentaux juridiques ne sont pas assez connus et éclaircis, les relations financières entre les Instituts d'Assurance d'Etat ne se lient entre eux que par des attaches légères. En ce qui concerne le droit du contrôle financier je suis d'avis qu'il n'est pas nécessaire de le considérer comme un domaine de droit à former. D'autre part, pratiquement il n'est pas possible d'arrêter de règlements de contrôle unique et unifiés valables pour tous les orga-

nisations et institutions du CAEM. En tenant compte de la souveraineté financière, on ne connaît qu'une forme unique du contrôle financier, à savoir c'est le contrôle financier de la gestion économique des organisations internationales. Pour établir le contrôle financier efficace international, des entreprises communes et des autres institutions économiques internationales il serait utile d'élaborer un règlement modèle ou les Statuts qui soient semblables à la forme et à la nature juridique du règlement modèle concernant leur gestion économique et financière.

Pour finir je dois mettre le point à ce que je n'ai montré que des exemples dans le domaine de droit à développer du droit financier d'intégration socialiste. En même temps on peut s'imaginer que dans l'éloignement il faudra encore de plus en plus différentier tout le système du droit financier afin que ses règlements puissent être mieux appliqués aux conjonctures internationales économique-financières bien compliquées exerçant une fonction de grande importance et jouant un grand rôle au point de vue de toute l'économie mondiale.

NOTES

¹ *László Háy*, A megváltozott világgazdaság, Budapest, 1979. p. 99.

^{1a} L'autre traduction du COMECON: Conseil d'entraide économique. Cette étude se sert du dit terme CAEM.

² *O. Bogomolov*, Nemzetközi integráció tervezés útján és piac segítségével. „Gazdaság” (Világkongresszusi különszám), 1974. p. 24.

³ *Gustav Lippert*, Handbuch des Internationalen Finanzrechts, Wien, 1912. et 1928.

⁴ *Tibor Nagy*, A nemzetközi pénzügyi jog tárgya és helye a jogrendszerben „Jogtudományi Közöny” 1960. no 9.

Tibor Nagy, A nemzetközi pénzügyi jog problémája, különös tekintettel a nemzetközi adójog magyar vonatkozásaira. (Thèse soutenue à l'examen du doctorat de deuxième degré.) Budapest, 1961.

⁵ *Mihály Samu*, Állam- és jogelmélet, Budapest, 1970. p. 457–459.

⁶ *Michał Dobroczyński*, Subregionale Wirtschaftsintegration und europäische Zusammenarbeit, „Europa-Archiv”, 1974. no 15.

⁷ Le CAEM a conclu des accords de coopération avec les pays suivants: Finlande (1973), Irak (1975) et Mexico (1975). La Finlande a conclu une convention douanière préférentielle avec plusieurs pays membres du CAEM. „Népszabadság”, no 17 août 1975.

⁸ *Rezső Nyers*, A KGST országok a gazdasági integráció útján, „Közgazdasági Szemle”, 1974. no 9.

⁹ *József Bognár*, Az integráció társadalmi-politikai és intézményi aspektusai, „Gazdaság” (Világgazdasági különszám), 1974. p. 47. et „Külgazdaság”, 1974. no 10.

^{10a} *Imre Vajda*, Integráció, gazdasági unió és nemzeti állam, „Közgazdasági szemle”, 1968. no 4.

^b “There can be no doubt, that political and economic integration are interdependent and that one can not be achieved without the other economic integration in Europa today can not create political cohesion though it may assist in the process” *Charles P. Kindleberger*: International Economics, Homewood, 1958. p. 68.

¹¹ *Kurt Schmidt*, Zur Koordination von Steuern bei wirtschaftlicher Integration (in “Weltwirtschaftliche Probleme der Gegenwart”. Hgb: Erich Schneider), Berlin, 1965. p. 429.

¹² Voir la bibliographie s'occupant du droit financier comme suit: Integration durch Währungsunion, Hgb.: *Herbert Giersch*, Tübingen, 1971.

J. A. Meade, The Theory of Customs Unions, Amsterdam, 1968.

Etienne-Sadi Kirschen, Financial Integration in Western Europe, New York, 1969

Rudolf Regul – Wolfgang Renner, Finanzen und Steuern in der Europäischen Integration, Amsterdam, 1966.

András Liptay – Wagner, Vámunió után adóunió? „Külkereskedelem”, 1970. no 7.

Hans Krämer, Formen und Methoden der internationalen wirtschaftlichen Integration (Kieler Studien. Nr. 95.), Tübingen, 1969.

Svatopluk Tikal, A tőkés integráció formái és a gazdasági unió létrehozása (Politika Ekonomia, 1974. no 3.) Gazdasági kérdések a nemzetközi sajtóból (MTI), 1974. no 22.

Douglas Dosser, Custom Unions, Tax Unions, Development Unions (in: R. Bird – G. Head: Modern Fiscal Issues, Essays in Honour of Carl S. Shoup), Toronto, 1972.

Rudolf Regul, Öffentliche Finanzen in Rahmen der Europäischen Integration, „Wirtschaftsdienst”, 1968. no 6.

Norbert Andel, Zur Harmonisierung öffentlicher Ausgaben in einem gemeinsamen Markt, „Finanzarchiv”, 1965. Bd. 24. no 1.

Tibor Palánkai, Gazdasági és pénzügyi unió az Európai Gazdasági Közösségben, „Gazdaság”, 1973. no 3.

Tibor Palánkai, A tőkés integráció mechanizmusai és a vámunióelméletek, „Valóság”, 1973. no 5.

István Gyulai, A Nyugat Európai Gazdasági integráció, Budapest, 1971.

¹³ *Imre Vajda*, op. cit.

¹⁴ *Béla Balassa*, The Theory of Integration, Homewood, 1961. p. 7 – 8.

¹⁵ *Bogomolov*, op. cit., p. 25.

¹⁶ *Tibor Nagy*, A nemzetközi pénzügyi jogtudomány és fejlődésének mai irányai, „Acta Facultatis”, 1966, Tomus VIII.

Tibor Nagy, Pénzügyi jog, Budapest, 1968, p. 467.

István Szász, Jogszabályösszeütközések, Budapest, 1974. p. 289.

¹⁷ *Ferenc Mádl – László Súlyom*, Nézetek és nézeteltérések a gazdasági integráció jogtudományi kérdéseiben, „Gazdaság és Jogtudomány”, 1970, no 4.

¹⁸ *Marian Weralski*, Nowa dyscyplina finansowa – miedzynarodowe prawo finansowe, „Finanse”, 1968, no 9.

E. A. Rovinszkij, Finansovoe pravo, Moskva, 1971. p. 381.

¹⁹ „23 éves a KGST”, Budapest, 1974. Ce travail a publié le texte du „Programme Complexe”

²⁰ „Népszabadság”, no du 14 septembre 1967.

²¹ *Sándor Autsch*, A KGST együttműködés helyzete, mechanizmusa, távlatai, Budapest, 1969. p. 236.

²² *M. Weralski*, op. cit.

H. Spiller, Valutamonopol und internationale Finanzbeziehungen, Berlin, 1963. p. 134.

²³ *László Valki*, Szuverenitás, nemzetek felettség és a Nyugat Európai integráció, „Jogtudományi Közöny”, 1970. no 10. Cette étude s'occupe des problèmes qui se sont posés au sein du Marché Commun.

²⁴ *Marime Chretien*, Existe-t-il un droit international fiscal commun? Revue Critique de Droit International Privé”, 1953. no 2., 3., 4 et 1954. no 1., 3., 4.

Sten W. Bille, La souveraineté fiscale des Etats et l'intégration économique internationale, Amsterdam, 1958.

²⁵ *N. V. Fadejev*, KGST, Budapest, 1975, p. 47.

^{26a} *István Pálfi*, A szocialista gazdasági integráció, Budapest, 1974. p. 17.

^b op. cit., p. 18.

²⁷ *Béla Csikós – Nagy*, Kölcsönös előnyök biztosítása a KGST-államok gazdasági együttműködésében, „Közgazdasági Szemle”, 1970. no 12.

²⁸ *Fadejev*, op. cit., p. 52.

²⁹ *Szász*, op. cit., p. 289.

³⁰ *János Szűcs*, A nemzeti szuverenitás és az integráció egyes kérdései, „Gazdaság”, 1973. no 4.

³¹ *T. Iván Berend*, A közép- és kelet-európai gazdasági integráció kérdéseihez (történelmi előzmények), „Közgazdasági Szemle”, 1968. no 3.

³² *Béla Csikós – Nagy*, A KGST-országok közötti együttműködés továbbfejlesztésének kérdései, „Közgazdasági Szemle”, 1960. no 2.

³³ Fadejev, op. cit., p. 345.

³⁴ Béla Sulyok, Integráció és gazdaságpolitika, „Közgazdasági Szemle”, 1969. no 4.

³⁵ La création et l'histoire du CAEM et le développement de ses institutions se traitent dans les oeuvres suivantes:

a) Fadejev, op. cit.

b) Mit kell tudni a KGST-ről? Budapest, 1974.

c) 25 éves a KGST

³⁶ Gábor Földes, O finansovom prave socialistitseskoj integrácii. (in: A szocialista pénzügyi jog aktuális kérdései ELTE Ed., Budapest, 1975), Tom. II. p. 477.

³⁷ Hans Spiller, Diskussion über Probleme des internationalen Finanzrechts, „Staat und Recht”, 1961. no 8.

Marian Weralski, Dyskusja w węgierskiej akademii nauk nad zagadnieniami myślnymyrodowego prawa finansowego, „Panstwo i Prawo”, 1961. no 10.

³⁸ E. A. Rovinskij, Mesdunarodnije finansovije otnasenija i jih pravovojie regulirovanie, „Sovjetskoje Gosudarstvo i Pravo”, 1965. no 2.

Weralski—Nagy—Vatsev, Problemi mesdunarodnovo finansovovo prava, „Sovjetskoje Gosudarstvo i Pravo”, 1967. no 1.

³⁹ Nikolaj Vatsev, A nemzetközi pénzügyi viszonyok és azok jogi szabályozásai (Referátum). Bolgár Népköztársaság Pénzügyminisztériumának Pénz- és Hitelügyi Tudományos Intézete. 1969. Sofia. (Manuscript).

⁴⁰ Hans Spiller, Zum sozialistischen internationalen Finanz- und Währungsrecht (in: A szocialista pénzügyi jog aktuális kérdései. ELTE Ed., Budapest, 1975) Tom. II. p. 385.

⁴¹ Hans Spiller, Zum Finanz- und Währungsrecht der sozialistischen ökonomischen Integration (in: Sozialistische Ökonomische Integration. Rechtsfragen, Berlin, 1974. Hgb. W. Seifert) p. 154 et op. cit. de N. Vatsev.

⁴² Oliver Glatz, Finansovije voprosi utsresdenije i dejatelnosti mesdunarodnih hozajstvennih organizacij (in: A szocialista pénzügyi jog aktuális kérdései. ELTE Ed., Budapest, 1975.) Tom. II. p. 459.

⁴³ Tibor Nagy, The Socialist Variant of the Multinational Fiscal Law — the Hungarian Case (in: The Comparison of Law, Budapest, 1975.) p. 235.

Marian Weralski, L'organisation et le régime fiscal des entreprises multinationales en Pologne. (in: Rapports Polonais présentés au IX. Congrès International de Droit Comparé, Warszawa, 1974. p. 331.

⁴⁴ D'entre les Etats membres du CAEM ce sont les pays suivants seuls qui ont des accords fiscaux en rigueur avec la Hongrie: Pologne (en 1931), Roumanie (en 1949). Voir: Tibor Nagy, A nemzetközi adójog elemei (in: Az adózás alapkérdései, Budapest, 1959) p. 377.

⁴⁵ Ferenc Mádl, A nemzetközi vállalati társulás néhány jogi kérdései, különös tekintettel a szocialista gazdasági integráció programjára, „Gazdaság és Jogtudomány”, 1972. no 6.

⁴⁶ En lisant la bibliographie des finances de l'Ouest on peut constater qu'une certaine „harmonisation socialiste” des impôts a été établie, laquelle peut automatiquement avoir des rapports à la structure financière de l'intégration économique. En effet, on peut dire qu'ayant le même fond économique et social dans le droit fiscal on établit de pareilles institutions aux pays membres du à CAEM, à titre d'exemple lors de la taxation des coopératives de production et des petits artisans. Cette harmonisation illusoire n'a aucun rapport à l'harmonisation fiscale des integrations. D'ailleurs cette harmonisation fiscale illusoire a été anéantie par les réformes économiques opérées dans tous les pays socialistes. Voir: Richard Bird, Harmonization Problems in COMECON (in: Fiscal Harmonization in Common Markets. Ed.: Carl S. Shoup, New York, 1967.) Tom. II. p. 606. et „Public Finance”, 1964, no 3.

⁴⁷ Tibor Nagy, The Taxation of Foreign Companies and Foreign Nationals, „Marketing in Hungary”, 1974, no 4. et Taxation of Economic Associations with Foreign Participation, „Marketing in Hungary”, 1973, no 3.

⁴⁸ Tibor Kiss, A szocialista országok nemzeti piacainak integrációja a leninizmus tükrében, „Közgazdasági Szemle”, 1970, no 5.

Béla Sulyok, Integráció és gazdaságpolitika, „Közgazdasági Szemle”, 1969, no 4.

Béla Csikós—Nagy, Szocialista árelmélet, Budapest, 1966. p. 422.

Ferenc Mádl, A nemzetközi vállalati társulás néhány jogi kérdése, p. 296.

Sándor Ausch, op. cit., p. 234.

^{49/50/51} *János Szalai*, A KGST-országok autonóm és közös vámrendszere kialakításának néhány problémája, „Pénzügyi Szemle”, 1970, no 3–4.

⁵² *Tibor Kiss*, A nemzetközi munkamegosztás és Magyarország gazdasági növekedése, Budapest, 1969.

⁵³ *A. B. Altsuler*, A szocialista államok együttműködése. Elszámolás, hitelezés, jog, Budapest, 1975, p. 67.

⁵⁴ *Iván Meznerics*, Pénzügyi jog a szocialista gazdálkodásban és a nemzetközi kapcsolatokban, Budapest, 1972, p. 529.

Iván Meznerics, „Recht der internationalen Zahlungen” als Gegenstand des internationalen Finanzrechtes. (in: A szocialista pénzügyi jog aktuális kérdései. ELTE Ed., Budapest, 1975) Tom. II, p. 449.

⁵⁵ *Lajos Felurégi*, Állami pénzügyek és a gazdaságirányítás, Budapest, 1973, p. 345.

⁵⁶ *A. B. Altsuler*, A szocialista államok együttműködése. Elszámolás, hitelezés, jog, p. 124.

ПРОФ. Д-р Т. НАДЬ

ФИНАНСОВОЕ ПРАВО СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ЭКОНОМИЧЕСКОЙ ИНТЕГРАЦИИ

РЕЗЮМЕ

В развитии Совета Экономической Взаимопомощи, основанной в 1949-ом году, эпоха интеграции начинается с начала 70-годов. После этого он характеризуется, как интеграция производства и развития (с элементами финансовой интеграции), в которой национальные финансовые права и международное финансовое право вместе играют роль при реализации общей экономической политики. Значит финансовое право интеграции является более широким понятием (финансовое право интра-интеграции). Социалистическая интеграция вступает в договорную связь с другими государствами (внешнее финансовое право интеграции), и с другими экономическими группировками (международное финансовое право). В рамках этого очерка мы рассматриваем только международные правила и их принципы, обрисовываем структуру финансового права интеграции и направления развития права.

Финансовое право экономической интеграции является новой, комплексной областью международного финансового права (вместе с налоговым, таможенным, платежным и другими договорами). Принципы финансового права интеграции соответствует принципам международного финансового права, среди них осуществление финансового суверенитета является важнейшим, но в социалистической экономической интеграции возникают и новые принципы: координация долгосрочных народнохозяйственных планов государств, планомерное, совместное развитие народных хозяйств, равноценность в финансовых связях и т. д. (I. – II главы.)

Третья глава дает схему развития финансового права СЭВ. В настоящем периоде валютно-расчетное регулирование является самой важной областью права.

Система финансового права СЭВ: бюджетное право (регулирование бюджетного порядка международных институтов и Секретариата), финансовое право международных хозяйственных органов (финансы совместных предприятий, объединений и т. д. и их связь со странами-членами), международное налоговое право и таможенное право, финансовое право банковско-кредитной системы, но развитие дальнейших областей права тоже является обоснованным: международное социальное-страховое право, финансовое право имущественного и личного страхования, контрольное право и т. д. (IV – IX. главы.)

FINANCIAL LAW OF THE SOCIALIST ECONOMIC INTEGRATION

SUMMARY

In the development of the Council of Mutual Economic Aid, founded in 1949, the era of integration has begun from the beginning of the seventies. This can be characterized as a development-production integration (with elements of the financial integration), in which both the autonomous financial laws and the international financial law play a role together in realizing the mutual economic policy. So the financial law of integration is a wider concept (financial law of intra-integration). The socialist integration enters into financial contractual relations with other states (external financial law of integration), and other economic groupings (financial law of inter-integrations). Within the scope of this study only the international regulations and legal principles are surveyed and the structure of the financial law of integration and tendency of its development are outlined.

The financial law of the economic integrations is a new, complex field of the international financial law (with tax conventions, customary and payment agreements etc.). The basic principles of the financial law of integration correspond to the fundamental principles of the international financial law, among them the enforcement of the financial sovereignty is the most important, but new principles appear in the socialist economic integration too: co-ordination of the long-term national economic plans of states, the planned, collective development of national economies, equivalence in financial relations etc. (Chapters I – II).

Chapter III gives the scheme of the development of the financial law in the CMEA. In the present phase the regulation of currencies and settlements of accounts are the most important fields of this law.

The system of the financial law of the CMEA includes budgetary law (regulation of the budgetary system of international institutions and the Secretariat), financial law of international organisations (financial management of common enterprises, unions etc. and their connections with the member-states), international fiscal law and customary law, financial law of bank and credit system, but development further fields of law is also justified: international financial law of social insurance, law of property and life insurance, regulations of audit etc. (Chapter IV – IX.).